

Bilan annuel 2023 des accords d'entreprises

Département du Finistère

Contribution de la Dreets au bilan annuel de l'Observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation

(Ordonnance 2017-1385 du 22 septembre 2017 et décret 2017-1612 du 28 novembre 2017)

Avertissement :

Ce bilan est établi par la Dreets sur la base des textes déposés par les entreprises dans le cadre de leur obligation de dépôt légal des accords.

Il n'épuise pas la totalité du champ de la négociation collective d'entreprise qui, par exemple, peut ne déboucher sur aucun texte, les parties ayant négocié mais non conclu.

A fortiori il ne rend pas compte de la plénitude du dialogue social.

Il appartient à des études complémentaires et à l'ensemble des acteurs des observatoires d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation de contextualiser et de compléter les éléments ci-contre.

I - Données générales sur les accords d'entreprises

Les données pour 2023 étant des données provisoires, il est important de les utiliser avec précaution, notamment dans la comparaison avec les données 2022.

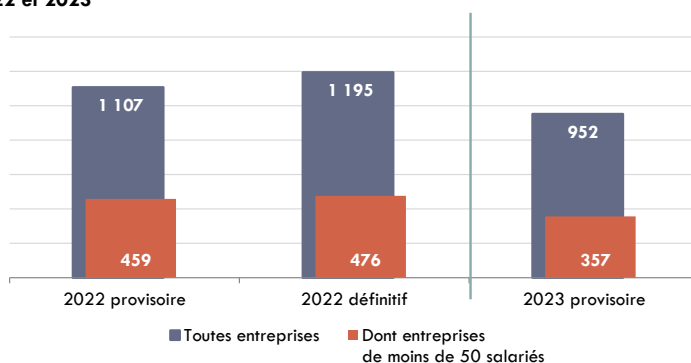
Tableau I : Nombre de textes déposés selon le type de texte

	Toutes entreprises			Dont entreprises de moins de 50 salariés		
	2022 provisoire	2022 définitif	2023 provisoire	2022 provisoire	2022 définitif	2023 provisoire
Accords collectifs	1 107	1 195	952	459	476	357
Accords	847	919	770	356	372	302
Avenants	260	276	182	103	104	55
Autres textes	459	468	361	331	340	275
dont :						
Plans d'action et décisions unilatérales de l'employeur	388	397	293	303	314	249
Dénonciations d'un accord	30	32	29	16	17	21
Désaccords (procès verbal)	30	32	32	4	5	1
Adhésions	6	4	5	5	3	3
Total des textes déposés	1 566	1 663	1 313	790	816	632

Note : le chiffre provisoire comptabilise les textes signés et déposés l'année N, tandis que le chiffre définitif inclut les textes déposés l'année suivante, voir précisions méthodologiques en annexe.

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets-Sese

Nombre d'accords en 2022 et 2023



Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets-Sese

La part des accords parmi l'ensemble des textes déposés par les entreprises (2023) représente 73% du total des textes déposés ; c'est 56% pour les entreprises de moins de 50 salariés. Cette différence s'explique en partie par la part de plans d'action et décisions unilatérales, représentant 39% des textes dans les entreprises de moins de 50 salariés et 22% pour l'ensemble des entreprises. 38% des accords ont été signés en 2023 dans des entreprises de moins de 50 salariés.

II - Les accords par principales thématiques

La suite du bilan porte uniquement sur les accords (accords initiaux et avenants).

Tableau II-1 : Les principales thématiques traitées par les accords

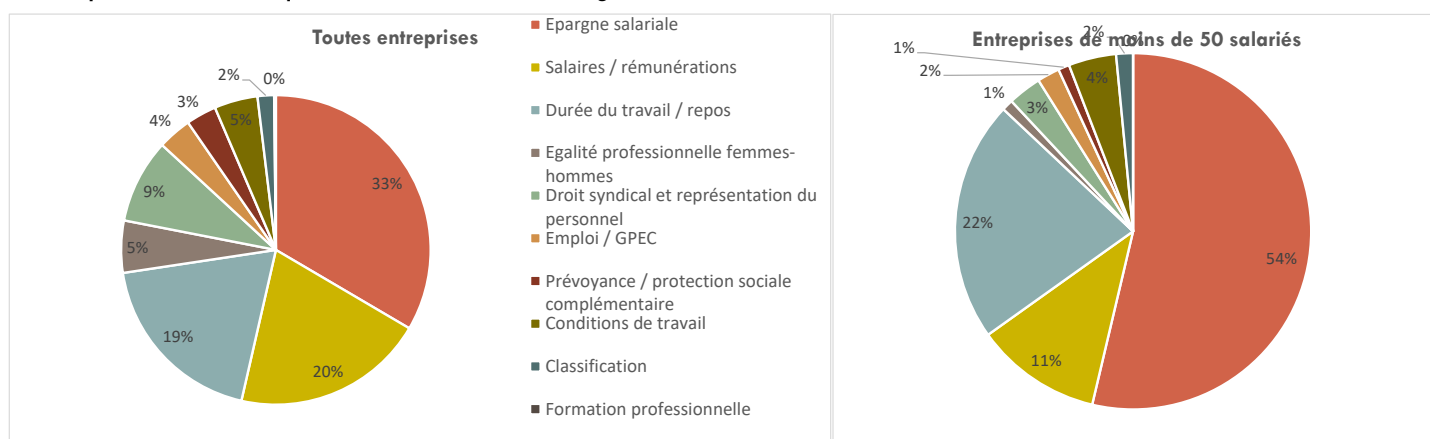
Thématiques	Toutes entreprises				Dont entreprises de moins de 50 salariés			
	2022 définitif	Répartition	2023 provisoire	Répartition	2022 définitif	Répartition	2023 provisoire	Répartition
Epargne salariale	501	35%	369	33%	303	59%	211	54%
Salaires / rémunérations	317	22%	222	20%	74	14%	45	11%
Durée du travail / repos	256	18%	210	19%	85	17%	86	22%
Egalité professionnelle femmes-hommes	96	7%	60	5%	7	1%	4	1%
Droit syndical et représentation du personnel	72	5%	97	9%	11	2%	12	3%
Emploi / GPEC	48	3%	39	4%	3	1%	8	2%
Prévoyance / protection sociale complémentaire	50	3%	35	3%	11	2%	4	1%
Conditions de travail	83	6%	50	5%	18	3%	17	4%
Dont télétravail	53	4%	21	2%	13	3%	4	1%
Classification	13	1%	19	2%	3	1%	6	2%
Formation professionnelle	4	0%	2	0%	-	0%	-	0%

Précision : Le nombre total de thématiques abordées est supérieur au nombre d'accords déposés car un accord peut concerner plusieurs thèmes.

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets - Sese

Champ : Accords et avenants, base provisoire 2023, base définitive 2022

Répartition des thématiques abordées dans les accords signés en 2023



Source : Dares, Base statistique des accords, traitements Dreets - Sese

Champ : Accords et avenants, base provisoire 2023

Tableau II-2 : Nombre d'accords traitant exclusivement d'épargne salariale

	Toutes entreprises				Dont entreprises de moins de 50 salariés			
	2022 définitif	Répartition	2023 provisoire	Répartition	2022 définitif	Répartition	2023 provisoire	Répartition
Accords traitant exclusivement d'épargne salariale	474	40%	352	37%	292	61%	204	57%
Autres accords	721	60%	600	63%	184	39%	153	43%
Total	1 195	100%	952	100%	476	100%	357	100%

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets -Sese

Champ : Accords et avenants, base provisoire 2023, base définitive 2022

En 2023, 153 accords (hors accords traitant exclusivement d'épargne salariale) ont été signés dans les entreprises de moins de 50 salariés, dont 58 dans celles de moins de 11 salariés, 24 dans celles de 11 à 20 salariés, et 62 dans celles de 21 à 49 salariés. Ces 153 accords ont été déposés par 131 établissements distincts.

Parmi les 369 accords traitant de l'épargne salariale en 2023, 352 traitent uniquement de cette thématique.

III - Mode de conclusion des accords

Dans la suite, les accords traitant exclusivement d'épargne salariale sont exclus de l'analyse. Les modes de conclusion des accords sont ceux en vigueur en 2023. Les données pour 2023 étant des données provisoires, il est important de les utiliser avec précaution, notamment dans la comparaison avec les données 2022.

Tableau III : Les accords selon leur mode de conclusion

	Toutes entreprises				Dont entreprises de moins de 50 salariés			
	2022 définitif	Répartition	2023 provisoire	Répartition	2022 définitif	Répartition	2023 provisoire	Répartition
Accords signés par des délégués syndicaux	566	79%	452	76%	70	40%	31	21%
Accords signés par des salariés ou élus mandatés	26	4%	21	4%	20	11%	14	9%
Accords signés par des élus non mandatés	60	8%	51	9%	26	15%	32	21%
Accords par Ratification au 2/3	61	9%	72	12%	61	34%	72	48%
Total	714	100%	596	100%	177	100%	149	100%

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreet-Sese

Champ : Accords et avenants, hors ceux ne traitant que d'épargne salariale, base provisoire 2023, base définitive 2022

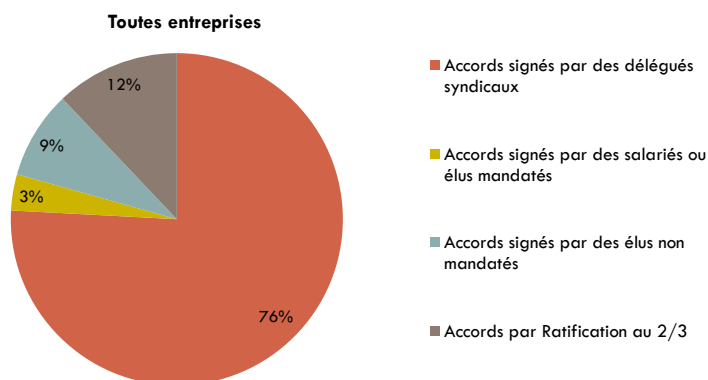
La somme des accords ne correspond pas forcément au total en raison des modes de conclusion indéterminés

Dans l'ensemble des entreprises, 452 accords ont été signés en 2023 par des délégués syndicaux, et 21 par des salariés ou élus mandatés.

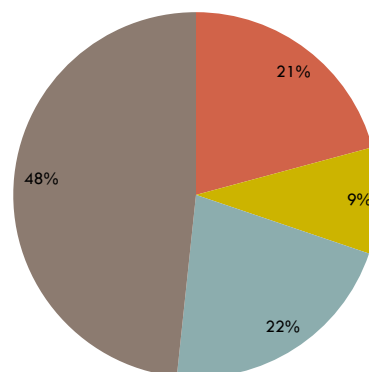
72 accords ont été ratifiés aux 2/3 dans les entreprises de moins de 50 salariés, dont 57 dans celles de moins de 11 salariés.

La ratification au 2/3 est le mode de conclusion le plus important (48%) dans les entreprises de moins de 50 salariés.

Répartition des accords signés en 2023 selon leur mode de conclusion



Entreprises de moins de 50 salariés



Répartition calculée hors mode de conclusion indéterminé.

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreet-Sese

Champ : Accords et avenants, hors ceux ne traitant que d'épargne salariale, base provisoire 2022

Zoom sur les organisations syndicales signataires

- FO a signé 87 accords en 2023, dont moins de 4 accords dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 89%.

- La CFE-CGC a signé 67 accords en 2023, dont moins de 4 accords dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 89%.

- La CFTC a signé 20 accords en 2023, dont moins de 4 accords dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 95%.

- La CFDT a signé 320 accords en 2023, dont 17 dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 97%, et de 81% dans les entreprises de moins de 50 salariés.

- La CGT a signé 181 accords en 2023, dont 18 dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 90%, et de 86% dans les entreprises de moins de 50 salariés.

- L'UNSA a signé 24 accords en 2023, dont moins de 4 accords dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 100%.

IV - Les accords par secteurs d'activité

Tableau IV : Répartition des accords entre les principaux secteurs d'activité, et répartition des effectifs salariés du département

Nomenclature NAF 21 postes	Toutes entreprises			Dont entreprises de moins de 50 salariés			Effectifs salariés 2021
	2022 définitif	2023 provisoire	Répartition	2022 définitif	2023 provisoire	Répartition	
Industrie manufacturière	188	168	28%	26	19	13%	14%
Santé humaine et action sociale	96	72	12%	23	6	4%	17%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	93	69	12%	24	13	9%	15%
Transports et entreposage	69	51	9%	13	18	12%	4%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	49	45	8%	11	20	13%	4%
Activités financières et d'assurance	59	43	7%	4	4	3%	4%
Activités de services administratifs et de soutien	39	27	5%	15	11	7%	5%
Construction	23	19	3%	20	17	11%	6%
Information et communication	11	18	3%	5	8	5%	1%
Autres activités de services	15	16	3%	8	11	7%	2%
Hébergement et restauration	14	16	3%	8	10	7%	4%
Activités immobilières	12	13	2%	3	1	1%	1%
Administration publique	10	12	2%	1	1	1%	9%
Arts, spectacles et activités récréatives	17	7	1%	8	2	1%	1%
Enseignement	5	6	1%	2	3	2%	8%
Prod. et distr. eau; assainissement, gestion déchets, dépollution	8	6	1%	2	1	1%	1%
Agriculture, sylviculture et pêche	2	6	1%	1	3	2%	3%
Industries extractives	1	1	0%	-	-	0%	0%
Prod. et distr. d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné	3	1	0%	3	1	1%	0%
Activités extra-territoriales	-	-	0%	-	-	0%	0%
Total	714	596	100%	177	149	100%	100%

Sources : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets - Sese; Insee, Flores 2021 pour les effectifs salariés

Champ : Accords et avenants, hors ceux ne traitant que d'épargne salariale, base provisoire 2023, base définitive 2022

Note de lecture : 28% des accords signés en 2023 l'ont été dans le secteur Industrie manufacturière. Ce taux est de 13% dans les entreprises de moins de 50 salariés. Le secteur regroupe 14% des salariés du département.

5 secteurs concentrent 68 % des accords signés en 2023 dans le département, et 51 % de ceux signés dans les entreprises de moins de 50 salariés : Industrie manufacturière, Santé humaine et action sociale, Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles, Transports et entreposage, et Activités spécialisées, scientifiques et techniques. Ces secteurs représentent 54 % des salariés du département.

V - Les accords par branches professionnelles

Tableau V : Répartition des accords pour les principales branches professionnelles et implantation des branches

Nomenclature regroupée des branches	Toutes entreprises		Dont entreprises de moins de 50 salariés		Nb étab.*	Effectifs salariés 2021
	2022 définitif	2023 provisoire	2022 définitif	2023 provisoire		
Métallurgie	58	61	12	11	626	18 062
Branches agricoles	65	52	6	13	2 820	16 657
Bâtiment	23	16	19	13	2 487	16 313
Commerce détail et gros à prédominance alimentaire	10	9	1	1	300	11 998
Éts pour personnes inadaptées	28	24	7	4	221	8 510
Hôtels Cafés Restaurants	13	10	7	5	1 811	8 455
Transports routiers	33	19	3	2	459	7 815
Services de l'automobile	3	3	2	1	1 069	6 513
Travail temporaire intérimaires	0	1	0	0	153	6 328
Hospitalisation à but non lucratif	28	23	6	1	131	5 835
Bureaux d'études techniques	11	16	8	11	763	5 760
Entreprises de propreté et services associés	11	6	7	0	100	5 016
Industries des produits alimentaires élaborés	35	22	7	2	71	4 417
Aide accompagnement soins et services à domicile	12	1	1	0	100	3 915

* nombre d'établissements ayant l'idcc comme idcc principal

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets - Sese ; Insee, Base tous salariés 2021 pour le nombre d'établissements et les effectifs salariés

Champ : Accords et avenants, hors ceux ne traitant que d'épargne salariale, base provisoire

Note de lecture : 61 accords ont été signés dans les établissements du département relevant de la Métallurgie. Dans le département, cette branche couvre 18062 salariés et 626 établissements en relèvent pour leur convention collective principale.

Précisions méthodologiques concernant le bilan 2023 des accords produits par les DREETS/SESE

Commentaires sur le tableau 1 : Données générales sur les accords

Le bilan annuel des accords de l'année n est établi sur la base d'un fichier extrait par la DARES de la base D@ccord au premier trimestre de l'année n+1. Ce fichier est constitué de « données provisoires » de l'année n. En effet, au cours de l'année n+1, des accords relatifs à l'année n continuent à être saisis dans la base des accords et ne sont de fait pas observables au 31 décembre de l'année n. Les données consolidées (« définitives ») de l'année n ne sont disponibles qu'en début d'année n+2.

Les entreprises concernées sont les unités déposantes qui ont déposé l'accord dans le département étudié, même si le périmètre d'application de l'accord peut être plus large que le département ou plus étroit que celui de l'entreprise ou de l'établissement déposant. L'unité déposante peut être une entreprise mono établissement, l'établissement siège d'une entreprise multi-établissements, un établissement d'une entreprise,... L'unité déposante peut appartenir ou non à un groupe, une UES. Dans le bilan des accords, les unités déposantes sont assimilées à des « entreprises ». La taille attribuée à l'unité repose sur l'effectif renseigné dans D@ccord la concernant (en ordre décroissant groupe-UES, groupement, entreprise, établissement). Si aucun de ces effectifs n'est renseigné, il est retenu par défaut l'effectif concerné par le texte, s'il y est mentionné.

La mise en place à partir du 28 mars 2018 de la téléprocédure a profondément modifié le mode d'enregistrement des textes. Ce sont dorénavant les entreprises (plus précisément l'établissement de l'entreprise qui dépose l'accord, autrement dit « unité déposante ») qui saisissent directement sur le portail de téléprocédure une partie des informations relatives à l'unité déposante et au texte enregistré. Les unités départementales doivent ensuite compléter et valider cette saisie.

Les accords étudiés dans le bilan annuel 2023 des accords (bilan établi en 2024) sont les accords et avenants, à l'exclusion des « autres textes » saisis dans la base D@ccord (adhésions, dénonciations, PV de désaccords, décisions unilatérales,...) dont les dépôts par les entreprises sont jusqu'à présent non exhaustifs.

Les tableaux distinguent systématiquement **les entreprises de moins de 50 salariés** de la totalité des entreprises. Eu égard au nombre assez faible d'accords hors épargne salariale dans les entreprises de moins de 50 salariés et aux marges d'erreurs sur les effectifs des entreprises dans les petites tranches d'effectifs des entreprises, les informations relatives aux accords dans les différentes tranches d'effectifs en dessous de 50 salariés (1 à moins de 11, 11 à 20 et 21 à 49 salariés) ne sont renseignées, dans l'espace « **commentaire** » sous les tableaux II et III, que lorsque le nombre d'accord dans la tranche est au moins égal à 4.

Commentaires sur le tableau 2 : Les accords par principales thématiques

Un accord peut porter sur plusieurs thématiques. Aussi le nombre total de fois où les différents thèmes (salaires, temps de travail, égalité professionnelle,...) sont abordés dans les accords est supérieur au nombre d'accords.

Les thèmes des accords correspondent et dépendent des rubriques existantes dans l'outil de saisie des accords. Les regroupements d'accords en "grands thèmes" sont également prédéfinis (par exemple : les accords de télétravail sont regroupés dans le grand thème "condition de travail"). La documentation fournie avec la base statistique comporte un tableau de correspondance.

La thématique de l'épargne salariale est singularisée dans le tableau II-2 car **par la suite les accords traitant uniquement d'épargne salariale sont exclus de l'analyse**. En effet leur nombre très élevé (autour de 50% du total des textes) et leur mode de conclusion atypique (établi pour 60% d'entre eux par décision unilatérale ou ratification au 2/3) donnent une image déformée de la négociation collective portant sur les autres thèmes de négociations.

Commentaires sur le tableau 3 : Mode de conclusions des accords

La très grande majorité des accords hors épargne salariale est signée par des délégués syndicaux. Il n'est pas fait la distinction entre les accords « majoritaires » et « minoritaires » compte tenu du manque de fiabilité de la saisie relative à cette distinction. *(Pour rappel, tous les accords sont majoritaires à partir du 1^{er} mai 2018)*

Les données relatives aux **propensions à signer** des organisations syndicales ne sont produites que lorsque le nombre d'accords signés est suffisamment significatif pour calculer cette propension (plus de 3 accords signés).

Commentaires sur le tableau 4 : Les accords par secteur d'activité

La colonne « Effectifs salariés » donnent la ventilation des salariés du département parmi les 21 activités de la NAF. À noter que les salariés des particuliers employeurs ne sont pas pris en compte mais que l'emploi public l'est, principalement dans les rubriques « Administration publique », « Enseignement », « Santé humaine ».

Commentaires sur le tableau 5 : Les accords par branche professionnelle

Il s'agit de mettre en rapport les accords (hors ceux portant sur l'épargne salariale) avec les branches professionnelles (au sens convention collective) dont ils relèvent avec leurs caractéristiques (nombre d'établissements de la branche et effectifs salariés de la branche).